

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 23 janvier 2026

Nos réf. : SAU/CL/MI n° 26 - 34

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Européenne de Teinture & Ennoblement

28 rue des Frères Michelin - Z.I. OUEST
10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC

Code AIOT : 0005702152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 1^{er} décembre 2025 dans l'établissement Européenne de Teinture & Ennoblement implanté 28 rue des Frères Michelin, BP 40094, 10602 LA CHAPELLE-SAINT-LUC. L'inspection a été annoncée le 25 septembre 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Européenne de Teinture & Ennoblement
- 28 rue des Frères Michelin - BP 40094 - 10602 LA CHAPELLE-SAINT-LUC
- Code AIOT : 0005702152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société réalise tous travaux de teinture et ennoblement sur des matières naturelles ou synthétiques principalement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 13/01/2026, article R512-39-1	Mise en demeure, dépôt de dossier	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de la visite, l'installation était fermée et l'exploitant n'était pas présent.

Par téléphone, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le société est en cours de liquidation depuis le 12 novembre 2025.

A ce jour, l'exploitant n'a réalisé les démarches de cessation d'activité ICPE, selon la procédure établie dans le code de l'environnement.

Aussi, il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube, un projet d'arrêté préfectoral afin de demander à l'exploitant de décliner la procédure de cessation d'activité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R512-39-1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R 512 39.

Constats :

Le jour de la visite d'inspection, l'entreprise est fermée et l'exploitant absent.

Par téléphone, l'exploitant informe l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, que la société est en cours de liquidation depuis le 22 novembre 2025.

L'inspection des installations classées a constaté que le site est à l'arrêt le jour de la visite d'inspection. A ce jour, la notification de cessation d'activité n'a pas été réalisée par l'exploitant et aucun élément relatif à la mise en sécurité du site (ATTES SECUR) n'a été transmis à l'inspection des installations classées.

Il est rappelé au liquidateur judiciaire (agissant par substitution de l'exploitant) son devoir de mener une procédure de cessation d'activité des installations visant, dans un premier temps, à mettre le site en sécurité et à supprimer ses potentiels impacts extérieurs. Ces actions de mise en sécurité doivent, en application de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, être attestées par un bureau d'étude agréé (ATTES SECUR).

Aussi, il est proposé à Monsieur le Préfet de l'Aube un projet d'arrêté de mise en demeure afin disposer au liquidateur un retour à la conformité sous un délai de 1 mois.

Il est par ailleurs rappelé au liquidateur judiciaire la nécessité de mener, dans un second temps, les actions de réhabilitation du site visant à permettre un usage futur du foncier. Ces actions sont réglementées par les articles R.512-39-2 et 3 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 1 mois